

“On Doit Tenir Nos Engagements”, Affirme Le Chef Du NEPAD



Ibrahim Assane Mayaki, Président du Secrétariat du NEPAD, affirme que “le programme NEPAD demeure très pertinent pour les défis de développement auxquels le continent est confronté.”

© ONU / Paulo Filgueiras

En 2001, un sommet des dirigeants africains a adopté le Nouveau Partenariat pour le développement de l’Afrique (NEPAD) comme un projet global de développement à long terme social et politique du continent. Le Président du Secrétariat du NEPAD est **Ibrahim Assane Mayaki**, ancien premier ministre du Niger, qui a pris ses fonctions en avril. Dans cet entretien exclusif accordé à *Afrique Renouveau*, M. Mayaki évoque les progrès accomplis par le NEPAD et les difficultés qui se profilent à l’horizon du programme de développement de l’Union africaine.

Vous avez participé à la réunion de septembre 2009 du Groupe des 20 (G-20) à Pittsburg, convoquée pour envisager de nouvelles interventions face à la crise économique mondiale. Est-ce que certaines des préoccupations particulières à l’Afrique ont été abordées à cette occasion?

L’une des priorités de l’Afrique est l’agriculture. Cette priorité est largement acceptée par la communauté internationale, ce secteur étant perçu comme le principal point de départ dans la lutte contre la pauvreté. Cela n’a pas toujours été le cas. Mais compte tenu du fait que la plupart des habitants du continent vivent dans les zones rurales et que l’agriculture constitue leur principale activité, la majorité des experts et des non-experts ont conclu que si l’on voulait stimuler leurs revenus, il fallait privilégier le développement agricole. Cela a été réaffirmé à Pittsburg, et la Banque mondiale a été chargée de la constitution d’un fonds d’affectation spéciale multidonateurs réservé exclusivement au Programme intégré pour le développement agricole de l’Afrique (CAADP), organisme créé par le NEPAD et adopté par l’Union africaine. Pittsburg a également réaffirmé l’engagement de la réunion du Groupe des Huit (G-8) à l’Aquila [Italie, en juillet], en faveur de la mise

en place d'un mécanisme de financement agricole. A l'Aquila, l'objectif a été de dégager 20 milliards de dollars à cette fin. La volonté est donc bien là. La difficulté à présent est d'assurer le financement judicieux du CAADP.

Avant la crise économique actuelle, l'Afrique a été frappée par une augmentation sensible des prix alimentaires. Il y a eu des protestations et de grandes souffrances. Est-ce qu'il s'agit d'un coup de semonce pour les gouvernements africains, pour les inciter à investir davantage dans les secteurs agricole et alimentaire?

Les chefs d'Etats africains s'étaient déjà donnés pour objectif de consacrer 10% de l'argent public à ces secteurs. A vrai dire, cet objectif n'a pas été atteint convenablement. La plupart des pays qui s'en rapprochent sont stables sur le plan politique et bien administrés par des gouvernements démocratiquement élus. Généralement, ce sont les bons systèmes de gouvernement et les institutions politiques stables qui formulent des stratégies agricoles judicieuses.

Lorsqu'on regarde les émeutes alimentaires qui ont éclaté les deux dernières années, qu'en disent les rapports de police? Que la plupart des participants ont moins de 20 ans, qu'ils sont au chômage, sont originaires des régions rurales et n'appartiennent à aucun parti politique ou syndicat. C'est cette jeunesse, et 50% de nos populations ont moins de 20 ans, qui déterminera l'avenir de nos économies, de nos institutions politiques et de nos systèmes de gouvernement. Le choix est très simple : ou bien les gouvernements africains s'attaquent au problème du chômage des jeunes par le truchement du développement agricole et rural, et stabilisent leurs institutions, ou bien ils auront une bombe politique sur les bras.

Le NEPAD affirme qu'une bonne gouvernance politique est indispensable au développement global de l'Afrique. L'un des moyens mis au point par le NEPAD pour améliorer la gouvernance est le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs. Est-ce il fonctionne comme il se doit?

Le Mécanisme est une initiative très originale, qui repose sur la participation volontaire des gouvernements qui décident de soumettre leurs performances à l'évaluation de leurs pairs. La transparence est l'élément-clé de la crédibilité d'un tel exercice auquel un nombre croissant de pays ont décidé de se soumettre volontairement. D'un point de vue organisationnel, le Mécanisme dispose de son propre secrétariat différent de celui du NEPAD et est composé d'un groupe de personnalités indépendantes. Le problème est le suivant : comment utiliser les conclusions et les recommandations de ces exercices d'évaluation? Normalement ce sont les pays eux-mêmes qui sont censés mettre les recommandations en œuvre. Mais on sait qu'ils ont besoin d'être aidés au niveau des moyens. C'est là qu'il y a le gros problème. Je pense qu'il faudra travailler les questions de développement des capacités et réunir les ressources et les partenaires nécessaires à cette fin.

Est-il juste d'affirmer au sujet des capacités des pays à mettre en œuvre les recommandations de l'évaluation par les pairs qu'il ne s'agit pas seulement des capacités des gouvernements, mais aussi de celles de la société civile, du pouvoir législatif, des médias et ainsi de suite?

Tout à fait. Vous pouvez disposer des meilleures institutions publiques, mais sans un solide esprit civique il y a de faibles chances de développement démocratique. Le rôle des organisations de la société civile est capital dans ce sens.

Développer l'infrastructure physique de l'Afrique – routes, centrales électriques, ports, réseaux de communication, est l'une des priorités du NEPAD. Mais l'infrastructure est une entreprise coûteuse. Comment la crise financière mondiale actuelle a-t-elle influé sur les projets du NEPAD d'attirer plus de financement pour l'infrastructure?

La crise financière s'est transformée en une crise économique. Cela a eu des conséquences sur la le niveau des ressources allouées au continent africain. Compte tenu du fait que les projets d'infrastructure nécessitent de gros budgets, cela pose problème.

Pourtant, je crois aussi que c'est une excellente occasion pour apprendre à mieux mobiliser nos ressources nationales. Certains pays ont connu des succès dans ce domaine, d'autres pas vraiment. Je vais vous donner deux exemples chiffrés. La facture des importations alimentaires de l'Afrique s'élève à 40 milliards de dollars environ. Si on avait des politiques agricoles solides et si on investissait une partie seulement de cet argent dans ce secteur, on arriverait même à exporter des denrées alimentaires. La fuite des capitaux du continent est de l'ordre de 30 milliards de dollars. Sur ce montant, près de 20 milliards proviennent de la corruption. Il nous faudra examiner de plus près comment mobiliser les ressources dont nous disposons.

On entend souvent dire les représentants de la société civile, des milieux universitaires et d'autres groupes que le NEPAD est un excellent échafaudage intellectuel qui n'est pas bien suivi sur le terrain. Pourquoi ce programme est-il si lent à se mettre en place?

Le NEPAD est un programme parfaitement adapté aux problèmes de développement du continent. C'est un programme exhaustif qui repose sur deux notions de valeur. La première est celle de l'appartenance, qui nous encourage à concevoir nous-mêmes nos propres programmes de développement. La deuxième est celle de la promotion de l'intégration économique comme moyen d'accélérer le processus de développement. Ces deux notions définissent les priorités sectorielles qu'on est en train de fixer. Nous avons travaillé étroitement avec la Commission de l'Union africaine à l'établissement du CAADP. En science et technologie, nous avons établi des réseaux d'excellence à travers le continent. Dans nos départements d'information et de technologie, nous avons lancé des programmes en ligne, qui ont connu un grand succès. Nous avons conseillé le département des affaires sociales de la Commission de l'Union africaine sur les questions liées aux politiques de santé. On a donc fait pas mal de choses

La période entre le lancement du NEPAD en 2001 et aujourd'hui a été expérimentale. Et, comme dans toutes ces périodes-là, il y a eu des hauts et des bas. On n'a certainement pas assez insisté sur nos succès, et on a laissé aux autres le soin de faire connaître nos échecs. Mais à partir de ce constat, tâchons de créer un nouveau NEPAD. Nous allons nous transformer en organe de planification et de coordination du NEPAD, qui aura pour principale mission d'accélérer la mise en place des projets les plus importants qui découlent des décisions politiques prises par la Commission de l'Union africaine à l'échelle du continent.

La communauté internationale soutient le NEPAD depuis sa création. Mais lorsque la décision d'intégration a été prise [de rapprocher le NEPAD des structures de l'Union africaine] il y a eu une période de flottement sur ce qui allait se passer, d'un point de vue structurel et opérationnel. Il était donc normal que la communauté internationale se donne le temps de voir ce qui se passait. Il nous faut à présent ranimer son engagement. L'intégration est souhaitable pour deux raisons. La première est qu'elle permettra d'éliminer les chevauchements constatés auparavant, et les contradictions. La seconde est qu'elle enverra un message positif à la communauté internationale sur la manière de traiter avec chacun d'entre nous, la Commission de l'Union africaine et le NEPAD.

Quant aux pays africains, il nous appartient de prouver au reste du monde ce dont on est capable. On doit expliquer notre mission, détailler le plan de marche qu'on entend suivre et la manière dont on travaille avec les communautés économiques régionales. Et le reste du monde verra ce qu'on est capable de faire. C'est un énorme défi qui se présente à nous. Il nous faudra le relever, prouver qu'on peut tenir nos engagements sur le terrain, car on sera jugé sur du concret.

Au départ, le NEPAD a été associé avec plusieurs de ses plus illustres défenseurs, qui ont travaillé étroitement avec les pays donateurs du G-8. Mais certains de ces présidents ne sont plus au pouvoir. Avec l'intégration plus étroite du NEPAD dans l'Union africaine, est-ce que vous pensez qu'il est temps de donner des responsabilités politiques plus étendues au NEPAD à l'intérieur de l'Afrique?

L'impulsion donnée par ces chefs d'Etat a été absolument nécessaire, sinon le NEPAD n'aurait pas été apprécié à sa juste valeur. Nous sommes sur le point de passer sous la tutelle d'une copropriété plus nombreuse, composée des 53 pays de l'Union africaine. Cela veut dire qu'il faudra intensifier nos efforts de communication, qu'il faudra être présents dans plus d'endroits et qu'il faudra tenir nos engagements partout d'une manière concrète.

Un processus parallèle intéressant semble se dessiner parmi les partenaires internationaux de l'Afrique. Au départ le NEPAD a concentré ses efforts sur ses relations avec le G-8. Mais désormais c'est le G-20 qui sera le forum économique international le plus influent. C'est un groupe plus nombreux composé de certaines économies émergentes comme la Chine, l'Inde le Brésil et d'autres. Qu'est-ce que cela veut dire pour l'Afrique?

On peut pressentir ce qui va se passer sans vraiment en être sûr. En effet, le passage du G-8 au G-20 découle du poids croissant des économies émergentes, ce qui a des conséquences directes sur les décisions au niveau international. La constitution du G-20 constitue une adaptation structurelle positive aux nouvelles réalités. C'est dans ce cadre que l'Afrique doit mener une réflexion mesurée et intelligente. Notre influence ne devrait pas diminuer dans ce nouveau processus. Et on devrait en appeler aux membres que nous comptons au sein du G-20 pour qu'ils expriment véritablement les positions de l'Afrique.

Le NEPAD participe, avec l'Union africaine, aux réunions du G-20, pour s'assurer que les messages transmis à cette occasion correspondent aux objectifs du NEPAD. Ce que nous constatons du côté africain est que le continent s'exprime d'une manière plus cohérente et plus unie. Comme vous le savez, à Copenhague [la conférence internationale sur les changements climatiques], l'Afrique s'exprimera d'une seule voix, il n'y aura qu'un seul coordinateur du Groupe africain et une seule stratégie de négociations. A l'avenir, l'Afrique se fera de plus en plus entendre par une seule voix.

La source : ONU - *Afrique Renouveau*, www.un.org/AR

Graphiques par: Le Groupe de la Princesse, L.L.C.